

Ministère des Finances

Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines. Publications prescrites par l'article 770 du Code civil. Successions en déshérence, p. 22516.

Ministère de la Justice

Sommaire du *Journal officiel des Communautés européennes* du 9 septembre 1993, n° L 228; du 10 septembre 1993, n° L 229; du 11 septembre 1993, n° L 230; du 14 septembre 1993, n° L 231, et du 15 septembre 1993, n° L 232, p. 22517.

Ministère des Affaires économiques

Conseil de la concurrence. Décision n° 93, p. 22522.

*Exécutifs — Communauté française**Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation*

Appel aux candidats temporaires prioritaires dans l'enseignement de la Communauté française, p. 22523.

Ministerie van Financiën

Administratie van de BTW, registratie en domeinen. Bekendmakingen voorgeschreven bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek. Erfloze nalatenschappen, bl. 22516.

Ministerie van Justitie

Inhoud van het *Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen* van 9 september 1993, nr. L 228; van 10 september 1993, nr. L 229; van 11 september 1993, nr. L 230; van 14 september 1993, nr. L 231, en van 15 september 1993, nr. L 232, bl. 22517.

**MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
DU COMMERCE EXTÉRIEUR
ET DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT**

Remise de lettres de créance

Le 29 septembre 1993, LL. EE. Mme Yolette Azor-Charles, MM. Paul Alexandre Mapingou, C. Muhammad Chabane et Juris Kanels, ont eu l'honneur de remettre au Roi, en audience officielle les lettres qui les accréditent auprès de Sa Majesté respectivement en qualité d'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République d'Haïti, de la République du Congo, de la République arabe d'Égypte et de la République de Lettonie à Bruxelles.

Escortées d'un détachement de cavalerie, et accompagnées du personnel des Ambassades, Elles ont été conduites au Palais dans les automobiles de la Cour et ramenées à Leur résidence à l'issue de l'audience.

**MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING**

Overhandiging van geloofsbriefen

Op 29 september 1993, hebben de HH. EE. Mevr. Yolette Azor-Charles, de heren Paul Alexandre Mapingou, C. Muhammad Chabane en Juris Kanels, de eer gehad aan de Koning, in officiële audiëntie de geloofsbriefen te overhandigen die Hen bij Zijne Majesteit accrediteren in de hoedanigheid van buitengewoon en gevolmachtigd Ambassadeur respectievelijk van de Republiek Haïti, van de Republiek Congo, van de Arabische Republiek Egypte en van de Republiek Letland te Brussel.

Begeleid door een detachement ruitelij, en vergezeld van het personeel der Ambassades werden Zij in de automobielen van het Hof naar het Paleis gevoerd en, na afloop van de audiëntie, naar Hun residentie teruggebracht.

**LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS
WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN**

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

F. 93 — 2372

6 AVRIL 1993. — Arrêté ministériel fixant le modèle du formulaire de requête en délivrance d'un certificat complémentaire de protection pour les médicaments

Le Ministre des Affaires économiques,

Vu le règlement 1768/92 du Conseil CEE du 18 juin 1992 concernant la création d'un certificat complémentaire de protection pour les médicaments;

Vu l'arrêté royal du 5 janvier 1993 relatif à la demande et à la délivrance de certificats complémentaires de protection pour les médicaments,

Arrête :

Article 1^{er}. La requête en délivrance d'un certificat complémentaire de protection pour les médicaments est introduite au moyen du formulaire dont le modèle est reproduit en annexe au présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 2 janvier 1993.

M. WATHELET

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 93 — 2372

6 APRIL 1993. — Ministerieel besluit tot vaststelling van het model van het formulier van verzoek tot verlening van een aanvullend beschermingscertificaat voor geneesmiddelen

De Minister van Economische Zaken,

Gelet op de verordening 1768/92/EEG van de Raad van 18 juni 1992 betreffende de invoering van een aanvullend beschermingscertificaat voor geneesmiddelen;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 januari 1993 betreffende het aanvragen en het verlenen van aanvullende beschermingscertificaten voor geneesmiddelen,

Besluit :

Artikel 1. Het verzoek tot indiening van een aanvullend beschermingscertificaat voor geneesmiddelen wordt ingediend door middel van een formulier waarvan het model is afgebeeld in bijlage van dit besluit.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 2 januari 1993.

M. WATHELET

[11148]

ROYAUME DE BELGIQUE
OFFICE DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE

REQUETE EN DELIVRANCE D'UN CERTIFICAT
COMPLEMENTAIRE DE PROTECTION
POUR LES MEDICAMENTS

REQUETE AU MINISTRE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

LE(S) SOUSSIGNE(S) REQUIER(EN)T QUE LA PRESENTE DEMANDE DE CERTIFICAT COMPLEMENTAIRE DE PROTECTION POUR LES MEDICAMENTS (OU CERTIFICAT) SOIT TRAITEE CONFORMEMENT AU REGLEMENT C.E.E. N° 1768/92 DU CONSEIL DU 18 JUIN 1992.

<p>- Prière de remplir le formulaire à la machine à écrire en deux exemplaires. - Les emplacements ci-contre sont réservés à l'OPRI. - Faire une croix dans les cases lorsque c'est nécessaire. - Voir les remarques sur la notice annexée.</p>	DEMANDE DE CERTIFICAT :										
	N°	DATE DE DEPOT :									
Référence du demandeur ou du représentant (15 caractères au maximum)											
<p>I. DEMANDEUR <input type="checkbox"/> Les autres demandeurs sont mentionnés à la rubrique V</p> <table border="1"> <tr> <td>Nom :</td> <td>Adresse télégraphique</td> <td>Numéro du télex</td> </tr> <tr> <td>Adresse :</td> <td>Numéro de téléphone</td> <td>Numéro du télécopieur</td> </tr> <tr> <td>Localité :</td> <td></td> <td></td> </tr> </table>			Nom :	Adresse télégraphique	Numéro du télex	Adresse :	Numéro de téléphone	Numéro du télécopieur	Localité :		
Nom :	Adresse télégraphique	Numéro du télex									
Adresse :	Numéro de téléphone	Numéro du télécopieur									
Localité :											
<p>II. REPRESENTATION La personne suivante est/a été désignée pour agir au nom du/des demandeur(s) auprès de l'Office de la propriété industrielle.</p> <table border="1"> <tr> <td>Nom :</td> <td>Adresse télégraphique</td> <td>Numéro du télex</td> </tr> <tr> <td>Adresse :</td> <td>Numéro de téléphone</td> <td>Numéro du télécopieur</td> </tr> <tr> <td>Localité :</td> <td></td> <td></td> </tr> </table> <p>Cette personne est :</p> <p><input type="checkbox"/> MANDATAIRE AGREE Numéro du mandataire : Pouvoir général n° :</p> <p><input type="checkbox"/> REPRESENTANT COMMUN Pouvoir général n° :</p> <p><input type="checkbox"/> AVOCAT Pouvoir général n° :</p> <p><input type="checkbox"/> EMPLOYE Pouvoir général n° :</p> <p>de (Nom) :</p> <p>Adresse :</p> <p>Localité :</p> <p><input type="checkbox"/> Etablissement effectif du demandeur en Belgique (dans ce cas, une déclaration d'établissement effectif faite par le demandeur est jointe à la requête, elle est à mentionner à la rubrique (VII, B)).</p>			Nom :	Adresse télégraphique	Numéro du télex	Adresse :	Numéro de téléphone	Numéro du télécopieur	Localité :		
Nom :	Adresse télégraphique	Numéro du télex									
Adresse :	Numéro de téléphone	Numéro du télécopieur									
Localité :											

III. AUTORISATION DE MISE SUR LE MARCHÉ (AMM)

pour le produit :

.....

.....

a) PREMIERE AUTORISATION BELGE

Dossier n° :

Date de délivrance :

b) PREMIERE AUTORISATION DANS LA CEE SI CE N'EST PAS CELLE MENTIONNEE SOUS a)

Dossier n° :

Date de délivrance :

Pays :

IV. BREVET DE BASE

- belge : date de dépôt :

: publication n° :

: date de délivrance :

- européen : date de dépôt :

: publication n° :

: le cas échéant, pour la traduction, date de dépôt:

langue :

- titre de l'invention du brevet :

.....

.....

V. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Au cas où la rubrique V se révélerait insuffisante, porter les renseignements complémentaires sur une feuille séparée, signée.

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

VI. DECLARATION RELATIVE AU PAIEMENT DES TAXES. *

1. Je joins un chèque n° pour un montant de BEF.
pour le paiement des taxes
2. Je joins une copie d'un virement d'où il apparaît que j'ai versé BEF.
à votre compte 000-2005880-17 pour le paiement des taxes
3. L'OPRI est autorisé à imputer à mon compte courant le total des taxes dues, à savoir
..... BEF.
pour le paiement des taxes
4. L'OPRI est autorisé à imputer à mon compte courant tout montant manquant ou à le créditer de tout excédent
dans le paiement des taxes dues.

VII. DOCUMENTS ANNEXES A LA PRESENTE.

1. pouvoir signé
2. copie de la première AMM en Belgique
3. le cas échéant, copie des documents concernant la première AMM sur le territoire de la C.E.E. indiquant l'identité
du produit, les dispositions légales régissant l'autorisation et une copie de la publication officielle.
- * 4. ordre de débit de compte courant
- * 5. chèque
- * 6. preuve de paiement de la taxe de dépôt
7. document d'ayant cause
8. 2 timbres fiscaux
9. autres (veuillez préciser)

VIII. SIGNATURES DU(DES) DEMANDEUR(S) OU DU(DES) REPRESENTANT(S)

Le demandeur déclare que le produit visé à l'article 2 du règlement CEE n° 1768/92 du Conseil du 18 juin 1992 précité
n'a pas déjà fait l'objet d'un certificat.

Le demandeur déclare que la (ou les) autorisation(s) de mise sur le marché renseignée(s) est la (ou sont les) première(s)
pour le produit en tant que médicament et que les documents fournis correspondent à ce produit protégé par le brevet
de base désigné.

Date:

Le ou les noms des signataires doivent être également dactylographiés.

S'il s'agit d'une personne morale, la position occupée au sein de celle-ci par le ou les signataires sera indiquée à la
machine à écrire.

* Voir notice.

PAGE RESERVEE A L'OPRI-		
1. Date de réception de la demande	[] [] [] [] [] []	
2. Pièces et documents mentionnés non reçus.		
3. Date effective de réception des pièces et documents complétant la demande.		
[] [] [] [] [] []	[] [] [] [] [] []	[] [] [] [] [] []
[] [] [] [] [] []	[] [] [] [] [] []	[] [] [] [] [] []
4. Preuve du paiement de la taxe de dépôt fournie le	[] [] [] [] [] []	
5. Remarques supplémentaires.		

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 6 avril 1993 fixant le modèle du formulaire de requête en délivrance d'un certificat complémentaire de protection pour les médicaments.

Le Ministre des Affaires économiques,

M. WATHELET

KONINKRIJK BELGIE
DIENST VOOR DE INDUSTRIELE EIGENDOM

VERZOEK TOT VERLENING VAN EEN
AANVULLEND BESCHERMINGS-
CERTIFICAAT VOOR GENEESMIDDELEN

VERZOEK AAN DE MINISTER VAN ECONOMISCHE ZAKEN

DE ONDERGETEKENDE(N) VERZOEK(T) (EN) DAT DEZE AANVRAAG VAN AANVULLEND BESCHERMINGSCERTIFICAAT VOOR GENEESMIDDELEN (OF CERTIFICAAT) ZOU BEHANDELD WORDEN OVEREENKOMSTIG DE EEG VERORDENING Nr. 1768/92 VAN DE RAAD VAN 18 JUNI 1992.

- Gelieve het formulier in twee exemplaren met een schrijfmachine in te vullen. - De vakken hiernaast zijn voorbehouden voor de DIE. - Plaats een kruisje in de vakken indien nodig. - Zie opmerkingen in bijlage.	AANVRAAG VAN CERTIFICAAT NR _____ DATUM VAN INDIENING : _____				
Referentie van de aanvrager of van de vertegenwoordiger (maximum 15 letters)					
I AANVRAGER <input type="checkbox"/> De overige aanvragers worden vermeld in rubriek V					
Naam : Adres : Woonplaats :	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 50%; padding: 2px;">Telegrafisch adres</td> <td style="width: 50%; padding: 2px;">Telexnummer</td> </tr> <tr> <td style="padding: 2px;">Telefoonnummer</td> <td style="padding: 2px;">Nummer van de telefax</td> </tr> </table>	Telegrafisch adres	Telexnummer	Telefoonnummer	Nummer van de telefax
Telegrafisch adres	Telexnummer				
Telefoonnummer	Nummer van de telefax				
II VERTEGENWOORDIGING De volgende persoon wordt/werd aangeduid om te handelen, in naam van de aanvrager(s), bij de de Dienst voor de Industriële Eigendom					
van (naam) : Adres : Woonplaats :	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 50%; padding: 2px;">Telegrafisch adres</td> <td style="width: 50%; padding: 2px;">Telexnummer</td> </tr> <tr> <td style="padding: 2px;">Telefoonnummer</td> <td style="padding: 2px;">Nummer van de telefax</td> </tr> </table>	Telegrafisch adres	Telexnummer	Telefoonnummer	Nummer van de telefax
Telegrafisch adres	Telexnummer				
Telefoonnummer	Nummer van de telefax				
Deze persoon is :					
<input type="checkbox"/> ERKENDE GEMACHTIGDE Nummer van de gemachtigde :	Algemene volmacht nr :				
<input type="checkbox"/> GEMEENSCHAPPELIJKE VERTEGENWOORDIGER					
<input type="checkbox"/> ADVOCaat	Algemene volmacht nr :				
<input type="checkbox"/> WERKNEMER	Algemene volmacht nr :				
van (naam) : Adres : Woonplaats :					
<input type="checkbox"/> Werkelijke vestiging in België van de aanvrager (in dit geval moet een door de aanvrager afgelegde verklaring van werkelijke vestiging gevoegd worden bij de aanvraag; zij dient vermeld te worden in rubriek (VII,8)).					

III VERGUNNING VOOR HET IN DE HANDEL BRENGEN (VHB)

voor het produkt :

a) EERSTE BELGISCHE VERGUNNING

Dossier nr. :

Datum van verlening :

b) EERSTE VERGUNNING IN DE E.E.G. als het niet deze onder a) is

Dossier nr. :

Datum van verlening :

Land :

IV BASISOCTROOI

- Belgisch : datum van indiening :

: publicatienummer :

: datum van verlening :

- Europees : datum van indiening :

: publicatienummer :

: in voorkomend geval, voor de vertaling, datum van indiening:

taal :

- titel van de uitvinding van het octrooi:

.....

.....

V BIJKOMENDE INLICHTINGEN

Indien rubriek V onvoldoende plaats zou bieden, gelieve de bijkomende inlichtingen op een afzonderlijke en ondertekende bladzijde aan te geven

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

VI VERKLARING INZAKE DE BETALING DER TAKSEN

1. Ik voeg hierbij een cheque nr ten bedrage van BEF
voor de betaling van de taksen
2. Ik voeg hierbij een kopie van de storting waaruit blijkt dat ik BEF
gestort heb op uw rekening 000-2005880-17 voor de betaling van de taksen
3. De DIE is ertoe gemachtigd het totaal van de verschuldigde taksen, BEF
namelijk
te vorderen van mijn lopende rekening voor de betaling van de taksen
4. De DIE is ertoe gemachtigd elk ontbrekend bedrag te vorderen van mijn lopende rekening of deze te crediteren
met elk overschot bij de betaling van de verschuldigde taksen

VII HIERBIJ GEVOEGDE STUKKEN

1. ondertekende volmacht
2. kopie van de eerste VHB in België
3. in voorkomend geval, kopie van de documenten betreffende de eerste VHB op het grondgebied van de E.E.G. met
aanduiding van de identiteit van het produkt, de wettelijke bepalingen op grond waarvan de vergunning werd
verleend en een kopie van de officiële publicatie.
- * 4. order van debet van de lopende rekening
- * 5. cheque
- * 6. bewijs van betaling van de indieningstaks
7. verklaring van rechtverkrijgende
8. 2 fiscale zegels
9. andere (gelieve te omschrijven)

VIII HANDTEKENING VAN DE AANVRAGER(S) OF VAN DE VERTEGENWOORDIGER(S)

De aanvrager verklaart dat het produkt bedoeld in artikel 2 van de voornoemde EEG verordening nr 1768/92 van de Raad van 18 juni 1992 niet reeds het voorwerp heeft uitgemaakt van een certificaat.
De aanvrager verklaart dat de aangeduide vergunning(en) voor het in de handel brengen de eerste is/zijn voor het produkt als geneesmiddel en dat de verstrekte documenten betrekking hebben op dit produkt, beschermd door het aangeduide basisoctrooi.

Datum

De naam of namen van de ondertekenaars moeten eveneens getypt zijn.
Zo het een rechtspersoon betreft dient de functie, daarin bekleed door de ondertekenaar(s), met schrijfmachine aangeduid te worden.

* Zie nota.

BLADZIJDE VOORBEHOUDEN AAN DE DIE		
1. Datum van ontvangst van de aanvraag	[] [] [] [] [] [] [] [] [] []	
2. Vermelde stukken en documenten die niet werden ontvangen.		
3. Merkelijke datum van ontvangst van de stukken en documenten die de aanvraag aanvullen.	[] [] [] [] [] [] [] [] [] []	[] [] [] [] [] [] [] [] [] []
	[] [] [] [] [] [] [] [] [] []	[] [] [] [] [] [] [] [] [] []
4. Bewijs van betaling van de indieningstaks geleverd op	[] [] [] [] [] [] [] [] [] []	
5. Bijkomende opmerkingen.		

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 6 april 1993 tot vaststelling van het model van het formulier voor het verzoek tot verlening van een aanvullend beschermingscertificaat voor geneesmiddelen.

De Minister van Economische Zaken,

M. WATHELET